



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Iran

Question au Gouvernement n° 3322

Texte de la question

VISITE DU PRÉSIDENT IRANIEN EN FRANCE

M. le président. La parole est à M. Claude Goasguen, pour le groupe Les Républicains.

M. Claude Goasguen. Monsieur le président, ma question s'adresse, dans la continuité de la précédente, au ministre des affaires étrangères ; il s'agit de l'annonce, qui nous a surpris – mais les méandres de la diplomatie française nous surprendront toujours – de la prochaine visite en France du président iranien, M. Rohani.

Vous venez de donner une partie de la réponse, qui est de nature économique : c'est une démarche intéressée et commerciale – ce que nous entendons fort bien. Mais cette invitation peut paraître surprenante si l'on se souvient des fortes réticences que vous aviez exprimées lors de la signature de l'accord et des longues négociations qui l'ont précédée. Fallait-il signer cet accord ? Son application est actuellement, vous l'avez rappelé, suspendue à des réserves.

Il y a quand même un paradoxe : le gouvernement américain, qui s'était empressé de signer, campe désormais sur une attitude très dure s'agissant de l'interprétation des réserves, alors que vous, qui étiez le défenseur d'une ligne dure à la signature, vous donnez le sentiment, en partie confirmé par la réception du président Rohani par le Président de la République, d'opter désormais pour une attitude plus souple.

Si l'on dispose, après ce que vous venez de dire, d'un minimum d'éléments d'interprétation, quelle est en définitive votre position sur le sujet ? Nous aimerions le savoir.

Par ailleurs, peut-être serait-il opportun qu'à l'occasion de cette rencontre, le président Hollande rappelle au président Rohani un certain nombre de choses.

La question des droits de l'homme en Iran, par exemple : en la matière, M. Rohani est un « modéré » bien connu – il est vrai que son prédécesseur était un fou furieux et que l'on est toujours le modéré de quelqu'un ! Il y a néanmoins eu 700 exécutions capitales en Iran depuis le début de l'année.

Il pourrait aussi lui demander si le gouvernement iranien entend continuer à soutenir le Hezbollah, qui met en difficulté le gouvernement libanais et Israël. Je croyais que vous étiez le plus fervent défenseur de la lutte contre Assad ; or il s'agit là de son allié !

Et puis...

M. le président. Merci, monsieur Goasguen. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères et du développement international*. Cher monsieur Goasguen, j'ai déjà répondu sur la partie commerciale. S'agissant de la visite du président Rohani, je rappelle que le Président de la République française a déjà rencontré par deux fois ce dernier aux Nations unies, et que, peut-être pas vous, mais vos collègues en général nous demandent à juste titre de mener une politique indépendante, qui ne s'aligne sur personne, et d'avoir des conversations avec les uns et avec les autres. C'est ce que nous faisons, sans jamais nous compromettre pour ce qui est des principes.

Lorsque le président Rohani viendra en France, la semaine prochaine, le Président de la République et moi-même – car j'aurai moi aussi l'occasion de le rencontrer – lui parlerons de tout ; il y aura bien évidemment un aspect commercial, mais il y aura surtout un aspect politique.

M. Pierre Lellouche. Le Liban !

M. Laurent Fabius, *ministre*. Nous parlerons du Liban, d'Israël, et de la Syrie.

M. Claude Goasguen. Et des droits de l'homme ?

M. Laurent Fabius, *ministre*. Samedi prochain, je me rendrai à Vienne pour discuter de la Syrie. Mon collègue Zarif sera là, et je lui répéterai ce que je lui ai déjà dit il y a quelques jours, à savoir que sur le sujet, nous avons des divergences profondes. Nous considérons qu'il n'est pas possible qu'à terme, ce soit M. Bachar Al-Assad qui gouverne la Syrie, et nous considérons – point supplémentaire, monsieur Assad (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains*)...

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. Monsieur Goasguen !

M. Laurent Fabius, *ministre*. Oh ! Excusez-moi deux fois, monsieur Goasguen !

...nous considérons donc qu'il n'est pas possible que les Iraniens qui, en fait, ont des troupes en Syrie, même s'ils appellent cela des « conseillers militaires », restent là-bas durablement. Nous avons sur ce point une divergence fondamentale avec eux.

Nous tiendrons ce langage – car nous sommes, monsieur Goasguen, indépendants ; nous parlons avec les uns et les autres, mais nous ne mettons pas notre drapeau dans notre poche ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. Claude Goasguen. Très bien !

Données clés

Auteur : [M. Claude Goasguen](#)

Circonscription : Paris (14^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3322

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 novembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [11 novembre 2015](#)